

IMM-5626-13  
2014 FC 258

IMM-5626-13  
2014 CF 258

**Tong Sang Lai** (*Applicant*)

**Tong Sang Lai** (*demandeur*)

v.

c.

**The Minister of Public Safety and Emergency Preparedness** (*Respondent*)

**Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile** (*défendeur*)

**INDEXED AS: LAI v. CANADA (PUBLIC SAFETY AND EMERGENCY PREPAREDNESS)**

**RÉPERTORIÉ : LAI c. CANADA (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)**

Federal Court, Hughes J.—Vancouver, March 13; Toronto, March 17, 2014.

Cour fédérale, juge Hughes—Vancouver, 13 mars; Toronto, 17 mars 2014.

*Citizenship and Immigration — Exclusion and Removal — Inadmissible Persons — Judicial review of Immigration and Refugee Board, Immigration Division (Tribunal) decision applicant inadmissible to Canada pursuant to Immigration and Refugee Protection Act (IRPA), s. 37(1)(a) — Tribunal finding applicant, Portuguese citizen of Macau, permanent resident of Canada, member of organization in Macau, reasonable grounds to believe applicant engaged, inter alia, in activity in furtherance of commission of offence constituting offence punishable by way of indictment if committed in Canada — Whether Tribunal erring in determining activities of persons in subject organization offences under law of Macau; whether Tribunal erring in applying wrong standard of proof in determining applicant member of said organization — While tribunal required to consider equivalency between law of foreign jurisdiction, appropriate laws of Canada, expert evidence not required in all cases — Abundant evidence herein that Triads in Macau engaged in number of activities any civilized country would find illegal, indictable — IRPA, s. 37(1)(a) not requiring actual proof of membership, only reasonable grounds to believe person is member — Tribunal correctly appreciating legal principles, coming to reasonable conclusion based on record — Question certified — Application dismissed.*

*Citoyenneté et Immigration — Exclusion et renvoi — Personnes interdites de territoire — Contrôle judiciaire d'une décision par laquelle la Section de l'immigration (le Tribunal) de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié a conclu que le demandeur était interdit de territoire au Canada par application de l'art. 37(1)a) de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (LIPR) — Le Tribunal a conclu que le demandeur, un citoyen portugais de Macao et un résident permanent du Canada, était membre d'une organisation à Macao et qu'il y avait des motifs raisonnables de croire qu'il s'était livré, entre autres, à des activités faisant partie d'un plan d'activités en vue de la perpétration d'une infraction qui, commise au Canada, constituerait une infraction punissable par mise en accusation — Il s'agissait de savoir si le Tribunal a commis une erreur de droit lorsqu'il a conclu que les activités des personnes de l'organisation en question constituaient des infractions suivant les lois de Macao; si le Tribunal a commis une erreur de droit lorsqu'il a appliqué une norme de preuve erronée pour déterminer que le demandeur était un membre de ladite organisation — Bien que le Tribunal soit effectivement tenu de prendre en considération l'équivalence entre le droit applicable dans le pays étranger et les lois applicables au Canada, il ne faut pas demander un avis d'expert dans toutes les situations — Il existe en l'espèce une preuve abondante selon laquelle les triades à Macao se sont livrées à diverses activités que tout pays civilisé trouverait illégales et criminelles — Plutôt que d'exiger une véritable preuve que la personne est membre d'une organisation, l'art. 37(1)a) de la LIPR exige uniquement des motifs raisonnables de croire que la personne en est membre — Le Tribunal a bien apprécié les principes juridiques applicables et sa décision était raisonnable, vu le dossier — Question certifiée — Demande rejetée.*

This was an application for judicial review of a decision of the Immigration Division (Tribunal) of the Immigration and Refugee Board of Canada determining that the applicant was

Il s'agissait d'une demande de contrôle judiciaire par laquelle la Section de l'immigration (le Tribunal) de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié a conclu

inadmissible to Canada pursuant to paragraph 37(1)(a) of the *Immigration and Refugee Protection Act* (IRPA).

The Tribunal found that the applicant, a Portuguese citizen of Macau and a permanent resident of Canada, was a member of an organization known as the Shui Fong in Macau and that there were reasonable grounds to believe that he engaged in activity that is part of a pattern of activity planned and organized by a number of persons acting in concert in furtherance of the commission of an offence outside Canada that, if committed in Canada, would constitute an offence punishable under an Act of Parliament by way of indictment.

The principal issues were (1) whether the Tribunal erred by determining that the activities of persons in the subject organization were offences under the law of Macau, without sufficient evidence to support the determination; and (2) whether the Tribunal erred by applying the wrong standard of proof in determining that the applicant was a “member” of an organization.

*Held*, the application should be dismissed.

There is a requirement that the tribunal consider the equivalency between the law of the foreign jurisdiction in which the alleged offence was committed, and the appropriate laws of Canada. However, expert evidence is not required in all cases where an equivalency test is to be considered. Where the alleged offences are such that, regardless of the jurisdiction, most civilized countries would have laws condemning such an offence, it would be ludicrous to expect that expert evidence would have to be led in such a case. A review of the record before the Tribunal showed abundant evidence that Triads in Macau were engaged in a number of activities that any civilized country would find to be illegal and indictable. A discrete analysis was unnecessary. Further, the evidence directly named the applicant as a principal member of the Triads in question. Against this, the applicant led no evidence of any material value. With such a wealth of evidence against the applicant and virtually nothing to support his position, the result was not only predictable, but inevitable.

Paragraph 37(1)(a) of IRPA does not require actual proof of membership in an organization; rather, it requires only reasonable grounds to believe that the person is a member. Membership is largely an assessment of facts. In the present case, the member had abundant evidence in the record. Viewing the decision and outcome as a whole, based on the abundant record before the tribunal, the Tribunal correctly appreciated the legal principles to be addressed and came to a reasonable conclusion based on the record.

que le demandeur était interdit de territoire en vertu de l’alinéa 37(1)a) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés* (la LIPR).

Le Tribunal a conclu que le demandeur, un citoyen portugais de Macao et un résident permanent du Canada, était membre d’une organisation appelée le Shui Fong à Macao et qu’il y avait des motifs raisonnables de croire qu’il s’était livré à des activités faisant partie d’un plan d’activités criminelles organisées par plusieurs personnes agissant de concert en vue de la perpétration, hors du Canada, d’une infraction qui, commise au Canada, constituerait une infraction à une loi fédérale punissable par mise en accusation.

Il s’agissait principalement de savoir 1) si le Tribunal a commis une erreur de droit lorsqu’il a conclu que les activités des personnes de l’organisation en question constituaient des infractions suivant les lois de Macao et 2) si le Tribunal a commis une erreur de droit lorsqu’il a appliqué une norme de preuve erronée pour déterminer que le demandeur était un « membre » d’une organisation.

*Jugement* : la demande doit être rejetée.

Le Tribunal est effectivement tenu de prendre en considération l’équivalence entre le droit applicable dans le pays étranger où l’infraction reprochée a été commise et les lois applicables au Canada. Toutefois, il ne faut pas demander un avis d’expert dans toutes les situations comportant l’examen d’un critère d’équivalence. Lorsque les infractions reprochées sont d’une gravité telle que, peu importe le pays, la plupart des nations civilisées auraient des lois pour condamner la conduite ainsi prohibée, il serait ridicule de s’attendre à ce qu’une preuve d’expert s’impose dans un tel cas. L’examen du dossier présenté au Tribunal a révélé une preuve abondante selon laquelle les triades à Macao se sont livrées à diverses activités que tout pays civilisé trouverait illégales et criminelles. Une analyse distincte était donc inutile. De plus, selon la preuve, le demandeur était directement désigné comme étant l’un des principaux membres des triades en question. Le demandeur n’a présenté aucune preuve convaincante pour la réfuter. Vu l’abondance d’éléments de preuve présentés contre le demandeur et vu que celui-ci n’a pratiquement rien produit pour appuyer sa thèse, l’issue était non seulement prévisible, mais inévitable.

Plutôt que d’exiger une véritable preuve que la personne est membre d’une organisation, l’alinéa 37(1)a) de la LIPR exige uniquement des motifs raisonnables de croire que la personne en est membre. L’appartenance à une organisation repose essentiellement sur une appréciation des faits. En l’espèce, le commissaire disposait d’une preuve abondante au dossier. Compte tenu de la décision et du résultat dans son ensemble, lorsqu’on se fonde sur la preuve abondante au dossier présenté au Tribunal, celui-ci a bien apprécié les principes

juridiques applicables et sa décision était raisonnable, vu le dossier.

A question was certified as to the type of evidence required under paragraph 37(1)(a) of IRPA.

Une question quant au type de preuve requis en vertu de l'alinéa 37(1)a) de la LIPR a été certifiée.

#### STATUTES AND REGULATIONS CITED

*Canadian Charter of Rights and Freedoms*, being Part I of the *Constitution Act, 1982*, Schedule B, *Canada Act 1982*, 1982, c. 11 (U.K.) [R.S.C., 1985, Appendix II, No. 44], s. 7.

*Immigration Act*, R.S.C., 1985, c. I-2, s. 19(1)(c.2).

*Immigration and Refugee Protection Act*, S.C. 2001, c. 27, ss. 3(1)(i), 33, 37, 40(1)(a), 44, 45.

#### CASES CITED

##### APPLIED:

*Yuen v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)* (2000), 195 D.L.R. (4th) 625, 12 Imm. L.R. (3d) 208 (F.C.A.); *Park v. Canada (Citizenship and Immigration)*, 2010 FC 782, 372 F.T.R. 286; *Xiao v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2009 FC 195, [2009] 4 F.C.R. 510 (sub nom. *Qi v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*); *Brannson v. Minister of Employment and Immigration*, [1981] 2 F.C. 141, (1980), 34 N.R. 411 (C.A.); *Victor v. Canada (Public Safety and Emergency Preparedness)*, 2013 FC 979; *Medovarski v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*; *Esteban v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2005 SCC 51, [2005] 2 S.C.R. 539.

##### CONSIDERED:

*Chung v. Canada (Citizenship and Immigration)*, 2014 FC 16, 21 Imm. L.R. (4th) 271; *Mugesera v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2005 SCC 40, [2005] 2 S.C.R. 100; *Newfoundland and Labrador Nurses' Union v. Newfoundland and Labrador (Treasury Board)*, 2011 SCC 62, [2011] 3 S.C.R. 708; *Castelly v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2008 FC 788, [2009] 2 F.C.R. 327; *Sittampalam v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2006 FCA 326, [2007] 3 F.C.R. 198.

APPLICATION for judicial review of a decision of the Immigration Division of the Immigration and Refugee Board of Canada determining that the applicant was inadmissible to Canada pursuant to paragraph 37(1)(a) of the *Immigration and Refugee Protection Act*. Application dismissed.

#### LOIS ET RÈGLEMENTS CITÉS

*Charte canadienne des droits et libertés*, qui constitue la partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, annexe B, *Loi de 1982 sur le Canada*, 1982, ch. 11 (R.-U.) [L.R.C. (1985), appendice II, n° 44], art. 7.

*Loi sur l'immigration*, L.R.C. (1985), ch. I-2, art. 19(1)(c.2).

*Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, L.C. 2001, ch. 27, art. 3(1)i), 33, 37, 40(1)a), 44, 45.

#### JURISPRUDENCE CITÉE

##### DÉCISIONS APPLIQUÉES :

*Yuen c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2000 CanLII 16698 (C.A.F.); *Park c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2010 CF 782; *Xiao c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2009 CF 195, [2009] 4 R.C.F. 510 (sub nom. *Qi c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*); *Brannson c. Le ministère de l'Emploi et de l'Immigration*, [1981] 2 C.F. 141 (C.A.); *Victor c. Canada (Sécurité publique et Protection civile)*, 2013 CF 979; *Medovarski c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*; *Esteban c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2005 CSC 51, [2005] 2 R.C.S. 539.

##### DÉCISIONS EXAMINÉES :

*Chung c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2014 CF 16; *Mugesera c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2005 CSC 40, [2005] 2 R.C.S. 100; *Newfoundland and Labrador Nurses' Union c. Terre-Neuve-et-Labrador (Conseil du Trésor)*, 2011 CSC 62, [2011] 3 R.C.S. 708; *Castelly c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2008 CF 788, [2009] 2 R.C.F. 327; *Sittampalam c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2006 CAF 326, [2007] 3 R.C.F. 198.

DEMANDE de contrôle judiciaire par laquelle la Section de l'immigration de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié a conclu que le demandeur était interdit de territoire au Canada en vertu de l'alinéa 37(1)a) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. Demande rejetée.

## APPEARANCES

*Peter A. Chapman* for applicant.  
*Keith Reimer* for respondent.

## SOLICITORS OF RECORD

*Chen & Leung*, Vancouver, for applicant.  
*Deputy Attorney General of Canada* for respondent.

*The following are the reasons for judgment and judgment rendered in English by*

[1] HUGHES J.: This is an application for judicial review of the decision of a panel member of the Immigration Division of the Immigration and Refugee Board of Canada, dated August 12, 2013, wherein it was determined that the applicant was inadmissible to Canada pursuant to paragraph 37(1)(a) of the *Immigration and Refugee Protection Act* [S.C. 2001, c. 27] (IRPA).

[2] The applicant is an adult male person who is a Portuguese citizen of Macau. He landed in Canada as a permanent resident on October 28, 1996. He has not acquired Canadian citizenship.

[3] The hearing of the matter took place over three days; several witnesses were called, and a great deal of documentary evidence was placed on the record. The applicant did not testify.

[4] The panel member considered the matter over several months and released the decision at issue on August 12, 2013, wherein it was determined that he was a member of an organization known as the Shui Fong in Macau; and that there are reasonable grounds to believe that he engaged in activity that is part of a pattern of activity planned and organized by a number of persons acting in concert in furtherance of the commission of an offence outside Canada that, if committed in Canada, would constitute an offence punishable under an Act of Parliament by way of indictment. Therefore, he was inadmissible pursuant to paragraph 37(1)(a) of IRPA. It was also determined that there was no misrepresentation by the applicant, as contemplated by paragraph 40(1)(a) of IRPA. That determination has not been challenged.

## ONT COMPARU

*Peter A. Chapman* pour le demandeur.  
*Keith Reimer* pour le défendeur.

## AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER

*Chen & Leung*, Vancouver, pour le demandeur.  
*Le sous-procureur général du Canada* pour le défendeur.

*Ce qui suit est la version française des motifs du jugement et du jugement rendus par*

[1] LE JUGE HUGHES : La Cour est saisie d'une demande de contrôle judiciaire de la décision du 12 août 2013 par laquelle un commissaire de la Section de l'immigration de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié a déterminé que le demandeur était interdit de territoire au Canada en vertu de l'alinéa 37(1)a) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* [L.C. 2001, ch. 27] (la LIPR).

[2] Le demandeur est un citoyen portugais adulte de Macao. Il a obtenu le droit d'établissement au Canada en qualité de résident permanent le 28 octobre 1996. Il n'a pas acquis la citoyenneté canadienne.

[3] L'audience relative à la présente affaire s'est déroulée sur trois jours. Plusieurs témoins ont été cités et une abondante preuve documentaire a été versée au dossier. Le demandeur n'a pas témoigné.

[4] Le commissaire a étudié l'affaire pendant plusieurs mois; le 12 août 2013, il a publié la décision en cause, dans laquelle il concluait que le demandeur était membre d'une organisation appelée le Shui Fong à Macao et qu'il y avait des motifs raisonnables de croire qu'il s'est livré à des activités faisant partie d'un plan d'activités criminelles organisées par plusieurs personnes agissant de concert en vue de la perpétration, hors du Canada, d'une infraction qui, commise au Canada, constituerait une infraction à une loi fédérale punissable par mise en accusation. Par conséquent, il a été interdit de territoire en application de l'alinéa 37(1)a) de la LIPR. Le commissaire a également conclu que le demandeur n'avait pas fait une présentation erronée, selon les termes de l'alinéa 40(1)a) de la LIPR. Cet aspect n'est pas contesté.



[5] Applicant's counsel raised several issues at the hearing and dropped one issue. The applicant is no longer arguing that paragraph 37(1)(a) of IRPA is not in compliance with section 7 of the Charter [*Canadian Charter of Rights and Freedoms*, being Part I of the *Constitution Act, 1982*, Schedule B, *Canada Act 1982*, 1982, c. 11 (U.K.) [R.S.C., 1985, Appendix II, No. 44]]. The remaining issues before me may be stated as follows:

Issue One: What is the appropriate standard of review?

Issue Two: Has the member committed an error in law by determining that the activities of persons in the subject organization were offences under the law of Macau, without sufficient evidence to support that determination?

Issue Three: Has the member committed an error in law by determining that homicide is an indictable offence in Canada?

Issue Four: Has the member committed an error in law by applying the wrong standard of proof in determining that the applicant was a "member" of an organization?

[6] I will begin by setting out certain provisions of IRPA relevant to the issues under consideration:

Objectives—immigration      **3.** (1) The objectives of this Act with respect to immigration are

...

(i) to promote international justice and security by fostering respect for human rights and by denying access to Canadian territory to persons who are criminals or security risks.

...

[5] À l'audience, le conseil du demandeur a soulevé plusieurs questions et en a abandonné une. Le demandeur ne prétend plus que l'alinéa 37(1)a) de la LIPR n'est pas conforme à l'article 7 de la Charte [*Charte canadienne des droits et libertés*, qui constitue la partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, annexe B, *Loi de 1982 sur le Canada*, 1982, ch. 11 (R.-U.) [L.R.C. (1985), appendice II, n° 44]]. Le reste des questions dont je suis saisi peuvent s'énoncer comme suit :

Première question : Quelle est la norme de contrôle applicable?

Deuxième question : Le commissaire a-t-il commis une erreur de droit lorsqu'il a conclu que les activités des personnes de l'organisation en question constituaient des infractions suivant les lois de Macao, sans preuve suffisante pour justifier cette conclusion?

Troisième question : Le commissaire a-t-il commis une erreur de droit lorsqu'il a conclu que l'homicide est une infraction punissable par mise en accusation au Canada?

Quatrième question : Le commissaire a-t-il commis une erreur de droit lorsqu'il a appliqué une norme de preuve erronée pour déterminer que le demandeur était un « membre » d'une organisation?

[6] Voici, dans un premier temps, certaines dispositions de la LIPR pertinentes pour les questions que je devrai examiner :

**3.** (1) En matière d'immigration, la présente loi a pour objet :

Objet en matière d'immigration

[...]

i) de promouvoir, à l'échelle internationale, la justice et la sécurité par le respect des droits de la personne et l'interdiction de territoire aux personnes qui sont des criminels ou constituent un danger pour la sécurité.

[...]

Rules of interpretation	<p><b>33.</b> The facts that constitute inadmissibility under sections 34 to 37 include facts arising from omissions and, unless otherwise provided, include facts for which there are reasonable grounds to believe that they have occurred, are occurring or may occur.</p>	<p><b>33.</b> Les faits — actes ou omissions — mentionnés aux articles 34 à 37 sont, sauf disposition contraire, appréciés sur la base de motifs raisonnables de croire qu'ils sont survenus, surviennent ou peuvent survenir.</p>	Interprétation
	...	[...]	
Organized criminality	<p><b>37.</b> (1) A permanent resident or a foreign national is inadmissible on grounds of organized criminality for</p> <p>(a) being a member of an organization that is believed on reasonable grounds to be or to have been engaged in activity that is part of a pattern of criminal activity planned and organized by a number of persons acting in concert in furtherance of the commission of an offence punishable under an Act of Parliament by way of indictment, or in furtherance of the commission of an offence outside Canada that, if committed in Canada, would constitute such an offence, or engaging in activity that is part of such a pattern; or</p> <p>(b) engaging, in the context of transnational crime, in activities such as people smuggling, trafficking in persons or money laundering.</p>	<p><b>37.</b> (1) Emportent interdiction de territoire pour criminalité organisée les faits suivants :</p> <p>a) être membre d'une organisation dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'elle se livre ou s'est livrée à des activités faisant partie d'un plan d'activités criminelles organisées par plusieurs personnes agissant de concert en vue de la perpétration d'une infraction à une loi fédérale punissable par mise en accusation ou de la perpétration, hors du Canada, d'une infraction qui, commise au Canada, constituerait une telle infraction, ou se livrer à des activités faisant partie d'un tel plan;</p> <p>b) se livrer, dans le cadre de la criminalité transnationale, à des activités telles le passage de clandestins, le trafic de personnes ou le recyclage des produits de la criminalité.</p>	Activités de criminalité organisée
Application	<p>(2) Paragraph (1)(a) does not lead to a determination of inadmissibility by reason only of the fact that the permanent resident or foreign national entered Canada with the assistance of a person who is involved in organized criminal activity.</p>	<p>(2) Les faits visés à l'alinéa (1)a) n'emportent pas interdiction de territoire pour la seule raison que le résident permanent ou l'étranger est entré au Canada en ayant recours à une personne qui se livre aux activités qui y sont visées.</p>	Application
	...	[...]	
Preparation of report	<p><b>44.</b> (1) An officer who is of the opinion that a permanent resident or a foreign national who is in Canada is inadmissible may prepare a report setting out the relevant facts, which report shall be transmitted to the Minister.</p>	<p><b>44.</b> (1) S'il estime que le résident permanent ou l'étranger qui se trouve au Canada est interdit de territoire, l'agent peut établir un rapport circonstancié, qu'il transmet au ministre.</p>	Rapport d'interdiction de territoire
Referral or removal order	<p>(2) If the Minister is of the opinion that the report is well-founded, the Minister may refer the report to the Immigration Division for an admissibility hearing, except in the case of a permanent resident who is inadmissible solely on the grounds that they have failed to comply with the</p>	<p>(2) S'il estime le rapport bien fondé, le ministre peut déférer l'affaire à la Section de l'immigration pour enquête, sauf s'il s'agit d'un résident permanent interdit de territoire pour le seul motif qu'il n'a pas respecté l'obligation de résidence ou, dans les circonstances visées par les</p>	Suivi

	residency obligation under section 28 and except, in the circumstances prescribed by the regulations, in the case of a foreign national. In those cases, the Minister may make a removal order.	règlements, d'un étranger; il peut alors prendre une mesure de renvoi.	
Conditions	(3) An officer or the Immigration Division may impose any conditions, including the payment of a deposit or the posting of a guarantee for compliance with the conditions, that the officer or the Division considers necessary on a permanent resident or a foreign national who is the subject of a report, an admissibility hearing or, being in Canada, a removal order.	(3) L'agent ou la Section de l'immigration peut imposer les conditions qu'il estime nécessaires, notamment la remise d'une garantie d'exécution, au résident permanent ou à l'étranger qui fait l'objet d'un rapport ou d'une enquête ou, étant au Canada, d'une mesure de renvoi.	Conditions
	...	[...]	
Decision	<p>45. The Immigration Division, at the conclusion of an admissibility hearing, shall make one of the following decisions:</p> <p>(a) recognize the right to enter Canada of a Canadian citizen within the meaning of the <i>Citizenship Act</i>, a person registered as an Indian under the <i>Indian Act</i> or a permanent resident;</p> <p>(b) grant permanent resident status or temporary resident status to a foreign national if it is satisfied that the foreign national meets the requirements of this Act;</p> <p>(c) authorize a permanent resident or a foreign national, with or without conditions, to enter Canada for further examination; or</p> <p>(d) make the applicable removal order against a foreign national who has not been authorized to enter Canada, if it is not satisfied that the foreign national is not inadmissible, or against a foreign national who has been authorized to enter Canada or a permanent resident, if it is satisfied that the foreign national or the permanent resident is inadmissible.</p>	<p>45. Après avoir procédé à une enquête, la Section de l'immigration rend telle des décisions suivantes :</p> <p>a) reconnaître le droit d'entrer au Canada au citoyen canadien au sens de la <i>Loi sur la citoyenneté</i>, à la personne inscrite comme Indien au sens de la <i>Loi sur les Indiens</i> et au résident permanent;</p> <p>b) octroyer à l'étranger le statut de résident permanent ou temporaire sur preuve qu'il se conforme à la présente loi;</p> <p>c) autoriser le résident permanent ou l'étranger à entrer, avec ou sans conditions, au Canada pour contrôle complémentaire;</p> <p>d) prendre la mesure de renvoi applicable contre l'étranger non autorisé à entrer au Canada et dont il n'est pas prouvé qu'il n'est pas interdit de territoire, ou contre l'étranger autorisé à y entrer ou le résident permanent sur preuve qu'il est interdit de territoire.</p>	Décision
	[7] The present case is concerned with paragraph 37(1)(a) of IRPA and the determination by the Immigration Division under paragraph 45(d) that the applicant should be removed from Canada.	[7] La présente affaire a trait à l'alinéa 37(1)a) de la LIPR et à la décision prise par la Section de l'immigration suivant l'alinéa 45d), à savoir qu'il y a lieu d'expulser le demandeur du Canada.	

Issue One: What is the appropriate standard of review?

[8] Care must be taken with respect to the standard of review to distinguish between the role of the Immigration Division, which is to make its determination having regard to section 33 and paragraph 37(1)(a) of IRPA on the basis of whether there are “reasonable grounds to believe”, and the role of the courts in reviewing such a determination.

[9] Justice Russell of this Court recently gave careful consideration as to the standard of review to be applied by the courts in cases such as this in his decision *Chung v. Canada (Citizenship and Immigration)*, 2014 FC 16, 21 Imm. L.R. (4th) 271, at paragraphs 21 to 26:

The Supreme Court of Canada in *Dunsmuir v New Brunswick*, 2008 SCC 9 [*Dunsmuir*] held that a standard of review analysis need not be conducted in every instance. Instead, where the standard of review applicable to a particular question before the court is settled in a satisfactory manner by past jurisprudence, the reviewing court may adopt that standard of review. Only where this search proves fruitless, or where the relevant precedents appear to be inconsistent with new developments in the common law principles of judicial review, must the reviewing court undertake a consideration of the four factors comprising the standard of review analysis: *Agraira v Canada (Minister of Public Safety and Emergency Preparedness)*, 2013 SCC 36 at para 48.

Past jurisprudence has firmly established that the Board’s determination of inadmissibility on grounds of membership in a criminal organization “is largely an assessment of facts, and is thus to be reviewed on the standard of reasonableness”: *Lennon v Canada (Minister of Public Safety and Emergency Preparedness)*, 2012 FC 1122 at para 13; see also *M’Bosso v Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2011 FC 302 at para 53 [*M’Bosso*]; *Castelly v Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2008 FC 788 at paras 10-12; *He v Canada (Minister of Public Safety and Emergency Preparedness)*, 2010 FC 391 at paras 24-25 [*He*]; *Tang v Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2009 FC 292 at para 17. This includes the ID’s evaluation of the evidence, including the credibility of witnesses and the weight to be assigned to their testimony: see *Mugesera v Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2005 SCC 40 at paras 38-42.

As others have noted, the application of the reasonableness standard of review in cases relating to inadmissibility under

Première question : Quelle est la norme de contrôle applicable?

[8] Il convient d’être circonspect à l’égard de la norme de contrôle afin de faire la distinction entre le rôle de la Section de l’immigration, dont les décisions suivant l’article 33 et l’alinéa 37(1)a) de la LIPR doivent reposer sur l’existence de « motifs raisonnables de croire », et le rôle des tribunaux qui examinent ces décisions.

[9] Dans le jugement *Chung c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2014 CF 16, aux paragraphes 21 à 26, le juge Russell de notre Cour a examiné avec soin la norme de contrôle que les tribunaux doivent appliquer dans les cas comme celui qui nous intéresse :

Suivant l’arrêt *Dunsmuir c Nouveau-Brunswick*, 2008 CSC 9 [*Dunsmuir*], de la Cour suprême du Canada, la cour de révision n’a pas à procéder chaque fois à l’analyse relative à la norme de contrôle; lorsque la norme applicable à la question en cause est bien établie en jurisprudence, elle peut l’adopter. Ce n’est que lorsque la jurisprudence est muette ou qu’elle semble incompatible avec l’évolution récente du droit en matière de contrôle judiciaire que l’examen des quatre facteurs de cette analyse est nécessaire : *Agraira c Canada (Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile)*, 2013 CSC 36, au paragraphe 48.

Il est bien établi en jurisprudence que les décisions de la Commission en matière d’interdiction de territoire pour appartenance à une organisation criminelle « repose[nt] essentiellement sur son appréciation des faits et que, par conséquent, [elles] appelle[nt] la norme de contrôle de la raisonabilité » : *Lennon c Canada (Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile)*, 2012 CF 1122, au paragraphe 13; voir aussi *M’Bosso c Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, 2011 CF 302, au paragraphe 53 [*M’Bosso*]; *Castelly c Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, 2008 CF 788, aux paragraphes 10-12; *He c Canada (Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile)*, 2010 CF 391, aux paragraphes 24-25 [*He*]; *Tang c Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, 2009 CF 292, au paragraphe 17. Cela inclut l’évaluation de la preuve, notamment la crédibilité des témoins et le poids à attribuer au témoignage : voir *Mugesera c Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, 2005 CSC 40, aux paragraphes 38-42.

Comme d’autres l’ont signalé, l’application de la norme de la décision raisonnable en matière d’interdiction de territoire

sections 34 to 37 of the Act is affected by the statutory standard of proof that applies to the constituent facts of inadmissibility, namely “reasonable grounds to believe”: see s. 33 of the Act. For clarity, then, the ID had to come to a reasonable conclusion that there are reasonable grounds to believe that: a) Hells Angels is a criminal organization (which is not in dispute here); and b) the Applicant was a “member” of that organization as that term has been defined by the jurisprudence: see *Tjiveza v Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2009 FC 1260 at paras 22-24; *Rizwan v Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2010 FC 781 at para 29; *M’Bosso*, above, at paras 4, 24.

The Applicant’s attempts to separate out subsidiary legal issues regarding the ID’s treatment of the evidence, such as the “standard of proof” applicable to the rebuttal of evidentiary presumptions about credibility, does not affect the standard of review. The ID is entitled to deference in its evaluation of the evidence, including the judgments about witness credibility that this necessarily entails: *Mugesera*, above.

The question of the proper application of the rule from *Browne v Dunn* raises an issue of procedural fairness. Specifically, where the rule is applicable and is not properly applied, it could compromise a party’s right to know and fully answer the case to be met, often referred to as the principle of *audi alteram partem*. Questions of procedural fairness are reviewable on a standard of correctness: *Canadian Union of Public Employees (C.U.P.E.) v Ontario (Minister of Labour)*, 2003 SCC 29 at para 100. As the Federal Court of Appeal stated in *Sketchley v Canada (Attorney General)*, 2005 FCA 404 at para 53, “[t]he decision-maker has either complied with the content of the duty of fairness appropriate for the particular circumstances, or has breached this duty.” This is a question on which no deference is due.

When reviewing a decision on the standard of reasonableness, the analysis will be concerned with “the existence of justification, transparency and intelligibility within the decision-making process [and also with] whether the decision falls within a range of possible, acceptable outcomes which are defensible in respect of the facts and law.” See *Dunsmuir*, above, at para 47, and *Canada (Minister of Citizenship and Immigration) v Khosa* 2009 SCC 12 at para 59. Put another way, the Court should intervene only if the Decision was unreasonable in the sense that it falls outside the “range of possible, acceptable outcomes which are defensible in respect of the facts and law.”

[10] There are no issues as to lack of procedural fairness or lack of natural justice in the present case. I will review questions of law on the basis of correctness.

sous le régime des articles 34 à 37 de la Loi est fonction de la norme de preuve régissant les faits donnant lieu à l’interdiction, c’est-à-dire la norme des « motifs raisonnables de croire » : voir l’art. 33 de la Loi. Pour résumer clairement les choses, il fallait donc que la SI conclue raisonnablement à l’existence de motifs raisonnables de croire que : a) les Hells Angels sont une organisation criminelle (ce qui n’est pas contesté en l’espèce) et b) que le demandeur était « membre » de cette organisation au sens donné à ce mot par la jurisprudence : voir *Tjiveza c Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, 2009 CF 1260, aux paragraphes 22-24; *Rizwan c Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, 2010 CF 781, au paragraphe 29; *M’Bosso*, précité, aux paragraphes 4 et 24.

La tentative du demandeur d’isoler des questions juridiques subsidiaires portant sur le traitement de la preuve par la SI, comme celle de la « norme de preuve » applicable à la réfutation de présomptions de crédibilité, est sans effet sur la norme de contrôle. L’appréciation de la preuve faite par la SI, et l’évaluation de la crédibilité des témoins que cela suppose nécessairement, appelle la déférence : *Mugesera*, précité.

L’application correcte de la règle formulée dans *Browne v Dunn* soulève une question d’équité procédurale. En effet, la mauvaise application de la règle, lorsque celle-ci s’applique, peut compromettre le droit d’une partie d’être informée et de réfuter — souvent appelé principe *audi alteram partem*. Les questions d’équité procédurale se contrôlent selon la norme de la décision correcte : *Syndicat canadien de la fonction publique (S.C.F.P.) c Ontario (Ministre du Travail)*, 2003 CSC 29, au paragraphe 100. Comme la Cour d’appel fédérale l’a exposé dans *Sketchley c Canada (Procureur général)*, 2005 CAF 404, au paragraphe 53, « [s]oit le décideur a respecté l’obligation d’équité dans les circonstances propres à l’affaire, soit il a manqué à cette obligation ». Cette question appelle la déférence.

Lors d’un contrôle selon la norme de la décision raisonnable, l’analyse a trait à « la justification de la décision, à la transparence et à l’intelligibilité du processus décisionnel [ainsi qu’à] l’appartenance de la décision aux issues possibles acceptables pouvant se justifier au regard des faits et du droit ». Voir *Dunsmuir*, précité, au paragraphe 47, et *Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration) c Khosa*, 2009 CSC 12, au paragraphe 59. En d’autres termes, la Cour ne doit intervenir que si la décision est déraisonnable, en ce sens qu’elle n’appartient pas « aux issues possibles acceptables pouvant se justifier au regard des faits et du droit ».

[10] L’absence d’équité procédurale ou l’absence de justice naturelle ne sont pas des questions soulevées en l’espèce. J’examinerai les questions de droit en



I will review an assessment of facts on the basis of reasonableness, keeping in mind that many of the factual determinations to be made were on the basis of “reasonable grounds to believe” rather than “balance of probabilities”.

[11] As to the “reasonable grounds to believe” criteria, I am guided by what the Supreme Court of Canada has written in *Mugesera v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2005 SCC 40, [2005] 2 S.C.R. 100, at paragraphs 114 and 116:

The first issue raised by s. 19(1)(j) of the *Immigration Act* is the meaning of the evidentiary standard that there be “reasonable grounds to believe” that a person has committed a crime against humanity. The FCA has found, and we agree, that the “reasonable grounds to believe” standard requires something more than mere suspicion, but less than the standard applicable in civil matters of proof on the balance of probabilities: *Sivakumar v. Canada (Minister of Employment and Immigration)*, [1994] 1 F.C. 433 (C.A.), at p. 445; *Chiau v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [2001] 2 F.C. 297 (C.A.), at para. 60. In essence, reasonable grounds will exist where there is an objective basis for the belief which is based on compelling and credible information: *Sabour v. Canada (Minister of Citizenship & Immigration)* (2000), 9 Imm. L.R. (3d) 61 (F.C.T.D.).

...

When applying the “reasonable grounds to believe” standard, it is important to distinguish between proof of questions of fact and the determination of questions of law. The “reasonable grounds to believe” standard of proof applies only to questions of fact: *Moreno v. Canada (Minister of Employment and Immigration)*, [1994] 1 F.C. 298 (C.A.), at p. 311. This means that in this appeal the standard applies to whether Mr. Mugesera gave the speech, to the message it conveyed in a factual sense and to the context in which it was delivered. On the other hand, whether these facts meet the requirements of a crime against humanity is a question of law. Determinations of questions of law are not subject to the “reasonable grounds to believe” standard, since the legal criteria for a crime against humanity will not be made out where there are merely reasonable grounds to believe that the speech *could* be classified as a crime against humanity. The facts as found on the “reasonable grounds to believe” standard must show that the speech *did* constitute a crime against humanity in law. [Emphasis in original.]

appliquant la norme de la décision correcte. J’apprécierai les faits en appliquant la norme de la décision raisonnable, en gardant à l’esprit le fait que bon nombre des conclusions de fait ont été tirées sur la base des « motifs raisonnables de croire » plutôt que selon la « prépondérance des probabilités ».

[11] En ce qui a trait au critère des « motifs raisonnables de croire », je me rapporte à ce que la Cour suprême du Canada a écrit dans l’arrêt *Mugesera c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, 2005 CSC 40, [2005] 2 R.C.S. 100, aux paragraphes 114 et 116 :

La première question que soulève l’al. 19(1)(j) de la *Loi sur l’immigration* est celle de la norme de preuve correspondant à l’existence de « motifs raisonnables [de penser] » qu’une personne a commis un crime contre l’humanité. La CAF a déjà statué, à juste titre selon nous, que cette norme exigeait davantage qu’un simple soupçon, mais restait moins stricte que la prépondérance des probabilités applicable en matière civile : *Sivakumar c. Canada (Ministre de l’Emploi et de l’Immigration)*, [1994] 1 C.F. 433 (C.A.), p. 445; *Chiau c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, [2001] 2 C.F. 297 (C.A.), par. 60. La croyance doit essentiellement posséder un fondement objectif reposant sur des renseignements concluants et dignes de foi : *Sabour c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, [2000] A.C.F. n° 1615 (1<sup>re</sup> inst.).

[...]

Pour l’application de la norme des « motifs raisonnables [de penser] », il importe de distinguer entre la preuve d’une question de fait et le règlement d’une question de droit. En effet, cette norme de preuve ne s’applique qu’aux questions de fait : *Moreno c. Canada (Ministre de l’Emploi et de l’Immigration)*, [1994] 1 C.F. 298 (C.A.), p. 311. Dans la présente affaire, elle s’applique pour décider si M. Mugesera a prononcé le discours en cause et pour établir le contenu du message communiqué par celui-ci et son contexte. Par contre, lorsqu’il s’agit de décider si ces faits satisfont aux exigences d’un crime contre l’humanité, la question devient une question de droit. Le règlement d’une question de droit n’est pas assujéti à la norme des « motifs raisonnables [de penser] », car l’existence de simples motifs raisonnables [de penser] que le discours *pourrait* être considéré comme un crime contre l’humanité ne suffit pas pour satisfaire au critère juridique applicable à la perpétration d’un tel crime. Les faits, tels qu’ils ont été constatés selon la norme des « motifs raisonnables [de penser] », doivent prouver que le discours *constituait* un crime contre l’humanité. [Italiques dans l’original.]

**Issue Two:** Has the member committed an error in law by determining that the activities of persons in the subject organization were offences under the law of Macau, without sufficient evidence to support that determination?

[12] The essence of the applicant’s counsel’s argument as to this issue is that paragraph 37(1)(b) requires that the Immigration Division conduct what is called an equivalency test; namely, a determination as to whether the relevant laws of Macau are “equivalent” to the relevant laws of Canada in respect of “an offence punishable under an Act of Parliament by way of indictment”. Counsel argues that the panel member made no equivalency determination and that there was little or no evidence on the record upon which such a determination could have been made.

[13] The requirement of an “equivalency” test seems to be rooted in an interpretation given by the Federal Court of Appeal in *Yuen v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)* (2000), 195 D.L.R. (4th) 625, of the predecessor regulation to paragraph 37(1)(a) of IRPA; namely, paragraph 19(1)(c.2) of the *Immigration Act*, R.S.C., 1985, c. I-2, which read:

Inadmissible persons **19. (1) No person shall be granted admission who is a member of any of the following classes:**

...

(c.2) persons, who there are reasonable grounds to believe are or were members of an organization that there are reasonable grounds to believe is or was engaged in activity that is part of a pattern of criminal activity, planned and organized by number of persons acting in concert in furtherance of the commission of any offence under the *Criminal Code* or *Controlled Drugs and Substances Act* that may be punishable by way of indictment or in the commission outside of Canada of an act or omission that, if committed in Canada, would constitute such an offence, except persons who have satisfied the Minister that their

admission would not be detrimental to the national interest.

**Deuxième question :** Le commissaire a-t-il commis une erreur de droit lorsqu’il a conclu que les activités des personnes de l’organisation en question constituaient des infractions suivant les lois de Macao, sans preuve suffisante pour justifier cette conclusion?

[12] L’essentiel de l’argumentation du conseil du demandeur en ce qui a trait à cette question est qu’aux termes de l’alinéa 37(1)(b), la Section de l’immigration est tenue d’appliquer ce qu’on appelle un critère d’équivalence, c’est-à-dire de trancher la question de savoir si les lois pertinentes de Macao sont « équivalentes » aux lois pertinentes du Canada à l’égard d’« une infraction à une loi fédérale punissable par mise en accusation ». Le conseil soutient que le commissaire n’a pas tiré de conclusion quant à l’équivalence et que le dossier ne contient que peu d’éléments de preuve, voire aucun, qui puisse servir de fondement à une telle conclusion.

[13] L’exigence d’un critère « d’équivalence » semble avoir pour origine l’interprétation donnée par la Cour d’appel fédérale dans l’arrêt *Yuen c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, 2000 CanLII 16698, de la version antérieure de l’alinéa 37(1)(a) de la LIPR, soit l’alinéa 19(1)(c.2) de la *Loi sur l’immigration*, L.R.C. (1985), ch. I-2, ainsi libellé :

**19. (1) Les personnes suivantes appartiennent à une catégorie non admissible :**

Personnes non admissibles

[...]

c.2) celles dont il y a des motifs raisonnables de croire qu’elles sont ou ont été membres d’une organisation dont il y a des motifs raisonnables de croire qu’elle se livre ou s’est livrée à des activités faisant partie d’un plan d’activités criminelles organisées par plusieurs personnes agissant de concert en vue de la perpétration d’une infraction au *Code Criminel* ou à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* qui peut être punissable par mise en accusation ou a commis à l’étranger un fait — acte ou omission — qui, s’il avait été commis au Canada, constituerait une telle infraction, sauf si elles convainquent le ministre

que leur admission ne serait nullement préjudiciable à l’intérêt national.

[14] In *Yuen*, the second last paragraph [paragraph 13] of the Court of Appeal's reasons written by Malone J.A. and concurred in by Létourneau and Sexton JJA., states:

In addition, the organization here, contrary to that in *Yamani*, has no legitimate objectives. Moreover, the activities prohibited by paragraph 19(1)(c.2) are better detailed than in *Yamani*. Here these activities are limited to offenses falling under the *Criminal Code* or the *Controlled Drugs and Substances Act*. Where the prohibited activities are committed outside of Canada, there is a requirement of equivalency and dual criminality before paragraph 19(1)(c.2) comes into play. Finally, even if a crime is committed, it remains possible for the person who falls within the scope of application of the provision to be admitted to Canada if the admission would not be detrimental to national interest.

[15] Justice Mosley of this Court in *Park v. Canada (Citizenship and Immigration)*, 2010 FC 782, 372 F.T.R. 286 has held, and I accept, that the determination of whether or not an offence committed abroad is an equivalent offence is a question of law; hence, reviewable upon the standard of correctness. He wrote at paragraph 12:

The determination of whether or not an offence committed abroad of which a foreign national has been convicted is equivalent to an offence under an Act of the Parliament of Canada is a question of law. Accordingly, such a question of law is reviewable upon the standard of correctness: *Kharchi v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2006 FC 1160, [2006] F.C.J. No. 1459, at para. 29.

[16] Justice Mosley at paragraph 15 of his reasons, in citing Justice de Montigny in *Xiao v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2009 FC 195, [2009] 4 F.C.R. 510 [*sub nom. Qi v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*] addressed the question as to what kind of evidence is required to prove the foreign law. He wrote:

As was found by Justice de Montigny in *Qi v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2009 FC 195 [*sub nom. Xiao v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [2009] 4 F.C.R. 510], at para. 24, "it is now well-settled that foreign criminal law may be proved without expert evidence in determining criminal inadmissibility in the immigration

[14] Dans l'avant-dernier paragraphe [paragraphe 13] des motifs de l'arrêt *Yuen* de la Cour d'appel, auxquels ont souscrit les juges Létourneau et Sexton, le juge Malone écrit ce qui suit :

De plus, l'organisation en cause ici n'a aucun objectif légitime, contrairement à celle en cause dans l'affaire *Yamani*. De plus, les activités qui sont interdites par l'alinéa (1)c.2) sont plus précises que celles en cause dans l'affaire *Yamani*. En l'instance, les activités se limitent à des infractions aux dispositions du *Code criminel* ou de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*. Lorsque les activités interdites ont été perpétrées à l'extérieur du Canada, il est nécessaire qu'il y ait une équivalence et une conclusion de criminalité dans les deux instances pour que l'alinéa 19(1)c.2) s'applique. Finalement, même s'il y a eu crime, il reste possible qu'une personne reçoive le bénéfice d'une disposition qui autorise l'admission au Canada dans la mesure où celle-ci est compatible avec l'intérêt national.

[15] Dans le jugement *Park c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2010 CF 782, le juge Mosley, de notre Cour, a statué — et je suis de son avis — que c'est une question de droit que de savoir si une infraction commise à l'étranger est une infraction équivalente et que c'est donc la norme de la décision correcte qui s'applique. Voici ce qu'il écrit au paragraphe 12 :

La question de savoir si une infraction commise à l'étranger pour laquelle l'étranger a été condamné est équivalente à une infraction à une loi fédérale canadienne est une question de droit. Par conséquent, une question de droit est susceptible de révision selon la norme de la décision correcte : *Kharchi c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2006 CF 1160, [2006] A.C.F. n° 1459, au paragraphe 29.

[16] Au paragraphe 15 de ses motifs, le juge Mosley, citant les motifs du juge de Montigny dans le jugement *Xiao c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2009 CF 195, [2009] 4 R.C.F. 510 [*sub nom. Qi c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*] aborde la question de la nature de la preuve requise pour établir la loi étrangère. Il écrit ce qui suit :

Comme l'a conclu le juge de Montigny dans *Qi c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2009 CF 195, [2009] A.C.F. n° 264, au paragraphe 24, « il est bien établi maintenant que le droit pénal étranger peut être établi sans preuve d'expert lorsqu'il s'agit de savoir s'il y a interdiction de territoire pour criminalité dans le contexte de l'immigration. Le décideur

context. The decision-maker may rely on expert evidence if it is available, but may also rely on the foreign and domestic statutory provisions and the totality of the evidence, both oral and documentary: see, e.g., *Hill v. Canada (Minister of Employment and Immigration)* (1987), 73 N.R. 315, 1 Imm. L.R. (2d) 1 (F.C.A.); *Li v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [1997] 1 F.C. 235 (F.C.A.).”

[17] It is worth quoting Justice de Montigny’s decision at paragraph 37 of *Xiao*, above, because he took pains to make it clear that he was not saying that expert evidence is required in all cases where an equivalency test is to be considered; rather, in a case such as the one he had before him where the applicant (person likely to be deported) had put credible expert evidence before the officer, then some evidence of like nature may be required to rebut it. He wrote at paragraph 37:

I wish to make it clear that these reasons should not be interpreted as requiring expert opinion in all circumstances where immigration officials make decisions predicated on foreign law. However, when an applicant’s position is buttressed by credible and well-articulated opinion authored by an expert whose credentials are not in dispute, it will most likely be unreasonable to come to an opposite conclusion without the benefit of any expert evidence to the contrary.

[18] As to the nature and quality of evidence required in considering an offence in a foreign jurisdiction, it is well to keep in mind the distinction made by Justice Urie of the Federal Court of Appeal in *Brannson v. Minister of Employment and Immigration*, [1981] 2 F.C. 141 between offences *malum in se* and offences *malum prohibitum*; in other words, offences which by their very nature can be considered to be an offence in any civilized nation, and those offences that may be more particular to a certain nation and may require a study of the pertinent legal provisions and jurisprudence in that nation and Canada. He wrote at pages 144–145:

I recognize, of course, that there are some offences such as murder, which may be compendiously described as crimes *malum in se*, where the extent of the proof required to satisfy the duty imposed on the Adjudicator is not so great. A conviction for such a crime would usually arise from circumstances

peut se fonder sur la preuve d’expert si elle est accessible, mais il peut aussi se fonder sur les dispositions légales étrangères et nationales et l’ensemble de la preuve, à la fois orale et documentaire : voir par exemple *Hill c. Canada (Ministre de l’Emploi et de l’Immigration)* (1987), 73 N.R. 315, 1 Imm. L.R. (2d) 1 (C.A.F.); *Li c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, [1997] 1 C.F. 235 (C.A.F.) ».

[17] Il vaut la peine de citer les motifs du juge de Montigny au paragraphe 37 du jugement *Xiao*, précité, car il a pris soin de préciser qu’il disait non pas qu’il fallait demander un avis d’expert dans toutes les situations comportant l’examen d’un critère d’équivalence, mais plutôt que dans le genre d’affaire dont il était saisi, où le demandeur (une personne susceptible d’être expulsée) avait présenté une preuve d’expert crédible à l’agent, il pourrait être nécessaire de présenter une preuve de nature similaire pour la réfuter. Voici ce qu’il écrit au paragraphe 37 :

Je voudrais qu’il soit clair que les présents motifs ne devraient pas être interprétés comme s’il fallait demander un avis d’expert dans toutes les situations où les fonctionnaires de l’immigration prennent des décisions basées sur le droit étranger. Toutefois, lorsque la position du demandeur est étayée par un avis crédible et bien expliqué fourni par un expert dont les compétences ne sont pas contestées, il serait tout simplement déraisonnable de tirer une conclusion défavorable sans avoir eu le bénéfice d’un avis d’expert.

[18] Quant à la nature et à la qualité de la preuve nécessaire pour examiner une infraction commise à l’étranger, il y a lieu de se rappeler la distinction faite par le juge Urie, de la Cour d’appel fédérale, dans l’arrêt *Brannson c. Ministre de l’Emploi et de l’Immigration*, [1981] 2 C.F. 141, entre les infractions *malum in se* et les infractions *malum prohibitum*; autrement dit, entre une infraction qui, de par sa nature même, peut être considérée comme une infraction dans toute nation civilisée, et une infraction peut-être plus spécifique à une certaine nation et pouvant nécessiter une étude des dispositions législatives et de la jurisprudence pertinentes de cette nation et du Canada. Voici ce qu’il écrit aux pages 144 et 145 :

J’admets que, pour certaines infractions qu’on peut sommairement qualifier de *malum in se*, comme le meurtre, l’arbitre n’est pas tenue de se fonder sur une preuve aussi onéreuse pour remplir ses obligations. Habituellement, les faits donnant lieu à une condamnation pour un crime de ce

which would constitute offences in Canada. It is in the sphere of statutory offences which may be described as offences *malum prohibitum* in contradistinction to offences *malum in se*, that the comments which I have previously made have particular applicability (see *Button v. Minister of Manpower and Immigration* [1975] F.C. 277, at page 284).

[19] This passage, and other jurisprudence, was recently considered by Justice Roy of this Court in *Victor v. Canada (Public Safety and Emergency Preparedness)*, 2013 FC 979, where he was asked to consider “equivalency” having regard to paragraph 37(1)(b) of IRPA (not (a)). I repeat paragraphs 38, 39 and 44 of his reasons:

In any event, as we shall see later, the case law on paragraph 36(1)(b) has since evolved so as to allow this so-called equivalency to mean something other than having the essential ingredients of the offences correspond perfectly. If we look at this case law, I do not see how the applicant’s argument can succeed, whether it is paragraph 36(1)(b) or paragraph 36(1)(c) that is relied on here.

The applicant tries to convince us that the decision cited repeatedly on the means of establishing so-called equivalency (within the framework of paragraph 36(1)(b)) does not support the methods set out therein, but instead establishes an analysis grid that requires the trier of fact to justify his or her choice among several ways of determining equivalency.

...

Therefore, in my opinion, there is nothing to lead us to doubt that the Federal Court of Appeal, in *Hill*, made available alternative methods of determining so-called “equivalency.” In addition, I would add that the internal logic of the three methods is inconsistent with the conclusion sought by the applicant. Indeed, it is difficult to understand how a method described as being hybrid, the third, would be inferior to the second method that was based on the evidence adduced to determine the essential ingredients of the offence in Canada.

[20] In reviewing these and other authorities cited by counsel for each of the parties, I conclude that there is indeed a requirement that the panel member consider equivalency between the law of the foreign jurisdiction in which the alleged offence was committed, and the appropriate laws of Canada. That determination is to be based on the record before the member; for instance, if one party leads credible expert evidence, then the other party would be well advised to do likewise. However,

genre constitue une infraction punissable au Canada. C’est dans le domaine des infractions créées par la loi, lesquelles peuvent être qualifiées d’infractions *malum prohibitum* par opposition aux infractions *malum in se*, que mes remarques ci-dessous sont spécialement applicables (voir *Button c. Le ministre de la Main-d’oeuvre et de l’Immigration* [1975] C.F. 277, à la page 284).

[19] Ce passage, et d’autres décisions, ont été récemment examinés par le juge Roy, de notre Cour, dans le jugement *Victor c. Canada (Sécurité publique et Protection civile)*, 2013 CF 979, où il avait été prié d’analyser « l’équivalence » au regard de l’alinéa 37(1)(b) de la LIPR (et non de l’alinéa 37(1)(a)). Je reproduis ici les paragraphes 38, 39 et 44 de ses motifs :

Comme on le verra plus loin, de toute façon, la jurisprudence sous l’alinéa 36(1)(b) a évolué pour permettre que la soi-disant équivalence soit autre que d’avoir la correspondance parfaite des éléments essentiels des deux infractions. Si on examine cette jurisprudence, je ne vois pas comment l’argument du demandeur pourrait prévaloir, que ce soit lorsque c’est l’alinéa 36(1)(b) ou l’alinéa 36(1)(c) qui est invoqué en l’espèce.

Le demandeur cherche à convaincre que l’arrêt cité à répétition sur les façons d’établir la soi-disant équivalence (dans le cadre de l’alinéa 36(1)(b)) ne donne pas ouverture aux trois méthodes qui y sont présentées, mais plutôt aura établi une grille d’analyse requérant que le décideur justifie ses choix entre plusieurs façons d’établir l’équivalence.

[...]

Ainsi, rien ne permet, à mon avis, de mettre en doute que la Cour d’appel fédérale, dans *Hill*, mettait à la disposition des méthodes alternatives d’établir la soi-disant « équivalence ». D’abondant, j’ajoute que la logique interne des trois manières s’oppose à la conclusion recherchée par le demandeur. En effet, on comprend mal pourquoi une manière dite hybride, la troisième, serait inférieure à la deuxième manière qui se satisfait de la preuve présentée pour établir les éléments essentiels de l’infraction au Canada.

[20] L’examen de ces jugements et d’autres sources cités par les conseils des deux parties m’amène à conclure que le commissaire est effectivement tenu de prendre en considération l’équivalence entre le droit applicable dans le pays étranger où l’infraction reprochée a été commise et les lois applicables au Canada. Cette détermination doit être fondée sur le dossier dont le commissaire est saisi; par exemple, si une partie présente une preuve d’expert crédible, l’autre partie



where the alleged offences are such that, regardless of the jurisdiction, most civilized countries would have laws condemning such an offence, it would be ludicrous to expect that expert evidence would have to be led in such a case. While in no way limiting examples of such an offence, it must readily be agreed that murder, unprovoked assault, mutilation, extortion, and other offences, would easily meet such a criterion.

[21] Returning to applicant's counsel's contentions respecting this issue, I agree that the member's decision does not say "I hereby make the following determination as to equivalency" and I agree that there was no specific piece of legislation or jurisprudence before the member as to what the laws of Macau were at the pertinent time respecting offences such as murder, extortion, assault, and so forth. However, I disagree that the decision should be set aside for such reasons.

[22] The Supreme Court of Canada in *Medovarski v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*; *Esteban v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2005 SCC 51, [2005] 2 S.C.R. 539 has stated that in IRPA we find a number of provisions that are intended to facilitate the removal of permanent residents who have engaged in serious criminality. At paragraphs 9 and 10 the Chief Justice, for the Court, wrote:

The *IRPA* enacted a series of provisions intended to facilitate the removal of permanent residents who have engaged in serious criminality. This intent is reflected in the objectives of the *IRPA*, the provisions of the *IRPA* governing permanent residents and the legislative hearings preceding the enactment of the *IRPA*.

The objectives as expressed in the *IRPA* indicate an intent to prioritize security. This objective is given effect by preventing the entry of applicants with criminal records, by removing applicants with such records from Canada, and by emphasizing the obligation of permanent residents to behave lawfully while in Canada. This marks a change from the focus in the predecessor statute, which emphasized the successful integration of applicants more than security: e.g., see s. 3(1)(i) of the *IRPA* versus s. 3(j) of the former Act; s. 3(1)(e) of the *IRPA* versus s. 3(d) of the former Act; s. 3(1)(h) of the *IRPA* versus s. 3(i) of the former Act. Viewed collectively, the

serait alors bien avisée d'en faire autant. Toutefois, lorsque les infractions reprochées sont d'une gravité telle que, peu importe le pays, la plupart des nations civilisées auraient des lois pour condamner la conduite ainsi prohibée, il serait ridicule de s'attendre à ce qu'une preuve d'expert s'impose dans un tel cas. Pour donner quelques exemples qui ne sont aucunement limitatifs, on conviendra volontiers que le meurtre, l'attaque non provoquée, les mutilations, l'extorsion et certaines autres infractions répondraient facilement à un tel critère.

[21] Pour en revenir aux arguments du conseil du demandeur sur cette question, je conviens que, dans sa décision, le commissaire ne dit pas : « Je tire la conclusion suivante concernant l'équivalence » Je conviens également qu'aucune loi ni aucun jugement précis ne lui ont été présentés pour établir quelles étaient les dispositions en vigueur à Macao à la date pertinente concernant les infractions comme le meurtre, l'extorsion, l'agression et ainsi de suite. Toutefois, je ne crois pas que la décision devrait être annulée pour ces motifs.

[22] Dans l'arrêt *Medovarski c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*; *Esteban c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2005 CSC 51, [2005] 2 R.C.S. 539, la Cour suprême du Canada a affirmé que la *LIPR* comportait un certain nombre de dispositions destinées à faciliter le renvoi de résidents permanents qui se sont livrés à des activités de grande criminalité. Aux paragraphes 9 et 10, la juge en chef, s'exprimant au nom de la Cour, écrit ce qui suit :

La *LIPR* comporte une série de dispositions destinées à faciliter le renvoi de résidents permanents qui se sont livrés à des activités de grande criminalité. Cette intention se dégage des objectifs de la *LIPR*, des dispositions de la *LIPR* applicables aux résidents permanents et des audiences qui ont précédé l'adoption de la *LIPR*.

Les objectifs explicites de la *LIPR* révèlent une intention de donner priorité à la sécurité. Pour réaliser cet objectif, il faut empêcher l'entrée au Canada des demandeurs ayant un casier judiciaire et renvoyer ceux qui ont un tel casier, et insister sur l'obligation des résidents permanents de se conformer à la loi pendant qu'ils sont au Canada. Cela représente un changement d'orientation par rapport à la loi précédente, qui accordait plus d'importance à l'intégration des demandeurs qu'à la sécurité : voir, par exemple, l'al. 3(1)(i) *LIPR* comparativement à l'al. 3(j) de l'ancienne Loi; l'al. 3(1)(e) *LIPR* comparativement à l'al. 3(d) de l'ancienne Loi; l'al. 3(1)(h) *LIPR*

objectives of the *IRPA* and its provisions concerning permanent residents, communicate a strong desire to treat criminals and security threats less leniently than under the former Act.

[23] Thus, I am instructed to take a broad view of the provisions of *IRPA* respecting removal for criminal activity.

[24] In *Newfoundland and Labrador Nurses' Union v. Newfoundland and Labrador (Treasury Board)*, 2011 SCC 62, [2011] 3 S.C.R. 708, Justice Abella, writing for the Supreme Court, cautioned against discrete analysis of decisions such as that under review here. A reviewing court must show respect for the decision-making process and determine the reasonableness in light of both the outcome and the reasons.

[25] A review of the record before the member here shows abundant evidence that Triads in Macau were engaged in a number of activities that any civilized country would find to be illegal and indictable; including cold-blooded murder in public, extortion, assault, and more. A discrete analysis was unnecessary. Further, the evidence directly names the applicant as a principal member of the Triads in question. Against this, the applicant led no evidence of any material value. With such a wealth of evidence against the applicant and virtually nothing to support his position, the result was not only predictable, but inevitable. I see no point in quashing the decision and sending it back.

Issue Three: Has the member committed an error in law by determining that homicide is an indictable offence in Canada?

comparativement à l'al. 3*t*) de l'ancienne Loi. Considérés collectivement, les objectifs de la *LIPR* et de ses dispositions relatives aux résidents permanents traduisent la ferme volonté de traiter les criminels et les menaces à la sécurité avec moins de clémence que le faisait l'ancienne Loi.

[23] En conséquence, selon les instructions de la Cour suprême, je dois donner une interprétation large aux dispositions de la *LIPR* relatives au renvoi pour activités criminelles.

[24] Dans l'arrêt *Newfoundland and Labrador Nurses' Union c. Terre-Neuve-et-Labrador (Conseil du Trésor)*, 2011 CSC 62, [2011] 3 R.C.S. 708, la juge Abella, s'exprimant au nom de la Cour suprême, a fait une mise en garde contre les analyses distinctes de décisions comme celle qui fait l'objet du présent contrôle judiciaire. La cour de révision doit faire preuve de respect envers le processus décisionnel et apprécier le caractère raisonnable du point de vue du résultat et des motifs.

[25] L'examen du dossier présenté au commissaire en l'espèce révèle une preuve abondante selon laquelle les triades à Macao se sont livrées à diverses activités que tout pays civilisé trouverait illégales et criminelles, notamment le meurtre commis de sang-froid en public, l'extorsion, l'agression et plus encore. Une analyse distincte était donc inutile. De plus, selon la preuve, le demandeur est directement désigné comme étant l'un des principaux membres des triades en question. Le demandeur n'a présenté aucune preuve convaincante pour la réfuter. Vu l'abondance d'éléments de preuve présentés contre le demandeur et vu que celui-ci n'a pratiquement rien produit pour appuyer sa thèse, l'issue était non seulement prévisible, mais inévitable. Je ne vois donc aucune raison d'annuler la décision et de renvoyer l'affaire pour qu'une nouvelle décision soit rendue.

Troisième question : Le commissaire a-t-il commis une erreur de droit lorsqu'il a conclu que l'homicide est une infraction punissable par mise en accusation au Canada?

[26] Applicant’s counsel argues that the member uses the word “homicide” in many places in the reasons under review. Counsel argues that, in Canada, there are homicides which are indictable, as well as homicides which are not; and the member does not distinguish between them in the reasons.

[27] While this is strictly true, it does not mean that the decision should be quashed and sent back for re-determination. The evidence shows that the Triads committed, among other things, cold-blooded murder in full public view; undoubtedly, an indictable offence. There is no doubt that the member’s reasons were directed at least to such murders when the word “homicide” was used.

Issue Four: Has the member committed an error in law by applying the wrong standard of proof in determining that the applicant was a “member” of an organization?

[28] I begin with citing the reasons of Justice Martineau in *Castelly v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2008 FC 788, [2009] 2 F.C.R. 327, at paragraph 26, where he wrote that paragraph 37(1)(a) of IRPA does not require actual proof of membership; rather, it requires only reasonable grounds to believe that the person is a member. He wrote:

However, this claim of the applicant does not affect the lawfulness of the panel’s decision. In fact, belonging to an organization described in paragraph 37(1)(a) of the Act does not require the existence of criminal charges or a conviction. In addition, case law has clearly established that it is not necessary to demonstrate that the person concerned is a member of an organization, but rather that there are reasonable grounds to believe that he or she is a member: paragraph 37(1)(a) and section 33 of the Act; *Moreno v. Canada (Minister of Employment and Immigration)*, [1994] 1 F.C. 298 (C.A.); and *Mugesera* at paragraph 114.

[29] To cite again Justice Russell in *Chung*, above, at paragraph 22, membership is largely an assessment of facts.

[26] Le conseil du demandeur fait valoir que le commissaire utilise le mot « homicide » à plusieurs endroits dans les motifs à l’examen. Il soutient qu’au Canada, certains homicides peuvent fonder un acte d’accusation et d’autres pas, et que le commissaire n’en fait pas la distinction dans ses motifs.

[27] Bien que cela soit vrai à proprement parler, il ne s’ensuit pas nécessairement que la décision doive être annulée et l’affaire renvoyée pour qu’une nouvelle décision soit rendue. La preuve démontre que les triades ont commis, entre autres choses, des meurtres de sang-froid au vu et au su du public, une telle conduite constituant incontestablement une infraction punissable par mise en accusation. Il ne fait aucun doute que les motifs du commissaire faisaient référence à tout le moins à ces meurtres lorsqu’il a utilisé le mot « homicide ».

Quatrième question : Le commissaire a-t-il commis une erreur de droit lorsqu’il a appliqué une norme de preuve erronée pour déterminer que le demandeur était un « membre » d’une organisation?

[28] Je reprendrai, pour commencer, les motifs du juge Martineau dans le jugement *Castelly c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, 2008 CF 788, [2009] 2 R.C.F. 327, au paragraphe 26, selon lesquels l’alinéa 37(1)a) de la LIPR, plutôt que d’exiger une véritable preuve que la personne est membre d’une organisation, exige uniquement des motifs raisonnables de croire que la personne en est membre. Le juge Martineau écrit ce qui suit :

Or, cette prétention de la demanderesse n’affecte pas la légalité de la décision rendue par le tribunal. En effet, l’appartenance à une organisation visée à l’alinéa 37(1)a) de la Loi ne requiert pas l’existence d’accusations ou de condamnations criminelles. D’ailleurs, la jurisprudence a clairement établi qu’il n’est pas nécessaire de démontrer que la personne concernée soit membre d’une organisation, mais bien plutôt qu’il y a des motifs raisonnables de croire qu’elle est membre : l’alinéa 37(1)a) et l’article 33 de la Loi; *Moreno c. Canada (Ministre de l’Emploi et de l’Immigration)*, [1994] 1 C.F. 298 (C.A.); et *Mugesera*, au paragraphe 114.

[29] Je reprends cette fois encore les remarques du juge Russell dans le jugement *Chung*, précité, au paragraphe 22, selon lesquels l’appartenance à une

[30] The Federal Court of Appeal in *Sittampalam v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2006 FCA 326, [2007] 3 F.C.R. 198, did not give membership a narrow meaning; it gave it a broad meaning, so as to include, in that case, former membership. Linden J.A., for the Court, wrote at paragraphs 18 to 21:

One of Parliament's objectives when enacting the IRPA was to simplify the former Act. Section 33 does just that: it reduces the necessary repetition of the phrases denoting past, present and future membership in the former Act by establishing a "rule of interpretation" that permits a decision-maker to consider past, present and future facts when making a determination as to inadmissibility.

If one were to interpret paragraph 37(1)(a) as including only present membership in an organization, it would, in effect, render section 33 redundant. The Board said (at page 49), and I concur, that consideration of evidence of a person's history and future plans would be relevant to the question of whether a person is currently a member of an organization described in section 37, even without codification to such effect in legislation.

In my view, Parliament must have intended section 33 to have some meaning. The language of section 33 is clear that a present finding of inadmissibility, which is a legal determination, may be based on a conclusion of fact as to an individual's past membership in an organization. In other words, the appellant's past membership in the A.K. Kannan gang, a factual determination, can be the basis for a legal inadmissibility finding in the present.

Second, this interpretation is consistent with the purpose of the inadmissibility provisions and the IRPA as a whole. The inadmissibility provisions have, as one of their objectives, the protection of the safety of Canadian society. They facilitate the removal of permanent residents who constitute a risk to Canadian society on the basis of their conduct, whether it be criminality, organized criminality, human or international rights violations, or terrorism. If one were to interpret "being a member" as including only present membership in an organization described in paragraph 37(1)(a), this would have a contrary effect, by narrowing the scope of persons who are declared inadmissible, thereby increasing the potential risk to Canadian safety.

organisation repose essentiellement sur une appréciation des faits.

[30] Dans l'arrêt *Sittampalam c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2006 CAF 326, [2007] 3 R.C.F. 198, l'appartenance à une organisation a reçu de la part de la Cour d'appel fédérale une interprétation non pas stricte, mais libérale, de sorte que l'appartenance passée a été prise en compte dans cette affaire. S'exprimant au nom de la Cour, le juge Linden écrit ce qui suit, aux paragraphes 18 à 21 :

Le législateur voulait notamment, en adoptant la LIPR, simplifier l'ancienne Loi. C'est exactement ce que fait l'article 33 : il réduit la répétition nécessaire des expressions exprimant l'appartenance passée, présente et future, que l'on trouvait dans l'ancienne Loi, en établissant une « règle d'interprétation » qui permet au décideur de tenir compte de faits passés, présents et futurs pour déterminer si une personne est interdite de territoire.

Si l'on interprétait l'alinéa 37(1)a) comme s'il visait uniquement l'appartenance actuelle à une organisation, l'article 33 serait redondant. La Commission a dit (à la page 49) — et je suis de cet avis — qu'il serait pertinent de tenir compte de la preuve relative au passé d'une personne et à ses projets futurs pour décider si cette personne appartient à une organisation décrite à l'article 37, même si la loi ne le dit pas.

À mon avis, le législateur devait vouloir que l'article 33 ait un certain sens. Le libellé de cette disposition est clair : une conclusion d'interdiction de territoire, laquelle est une conclusion portant sur une question de droit, peut être fondée sur une conclusion de fait concernant l'appartenance passée d'une personne à une organisation. En d'autres termes, le fait que l'appelant a été membre de la bande A.K. Kannan dans le passé — une conclusion de fait — peut servir de fondement à une conclusion de droit d'interdiction de territoire actuelle.

En deuxième lieu, cette interprétation est compatible avec l'objet des dispositions sur l'interdiction de territoire et la LIPR dans l'ensemble. L'un des objectifs des dispositions sur l'interdiction de territoire est la protection de la société canadienne. Ces dispositions facilitent le renvoi de résidents permanents qui constituent un danger pour la société canadienne en raison de leur conduite, parce qu'ils ont commis des actes criminels, des actes de criminalité organisée, qu'ils ont porté atteinte aux droits de la personne ou au droit international ou commis des actes de terrorisme. L'alinéa 37(1)a) aurait l'effet contraire si l'on interprétait l'expression « être membre » comme si elle ne visait que les personnes qui sont actuellement membres d'une organisation décrite dans cette

[31] In the present case, the member had abundant evidence in the record, including a book and an article directly implicating the applicant as a prominent Triad member. There is no basis for setting the decision aside on this issue.

#### CONCLUSION

[32] Counsel for the applicant must be given credit for the direct and candid manner in which his arguments were presented; however, viewing the decision and outcome as a whole, based on the abundant record before the member, I am satisfied that the member correctly appreciated the legal principles to be addressed and came to a reasonable conclusion based on the record.

[33] I appreciate that the interpretation of paragraph 37(1)(a) of IRPA is not entirely free from doubt, and that the opinion of the Federal Court of Appeal would be welcome in this regard. Therefore, I will certify the following question as proposed by applicant's counsel:

In paragraph 37(1)(a) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, does the phrase “in furtherance of the commission of an offence outside Canada that, if committed in Canada, would constitute such an offence” require evidence of the elements of a specific foreign offence and an equivalency analysis and finding of dual criminality between the foreign offence and an offence punishable under an Act of Parliament by way of indictment?

[34] There are no special reasons to award costs.

#### JUDGMENT

FOR THE REASONS PROVIDED:  
THIS COURT'S JUDGMENT is that:

1. The application is dismissed; and

disposition, car on limiterait ainsi les cas où une personne peut être interdite de territoire, ce qui aurait pour effet d'accroître le danger potentiel pour la sécurité du Canada.

[31] En l'espèce, le commissaire disposait d'une preuve abondante au dossier, dont un livre et un article dans lesquels le demandeur était directement visé à titre de membre important de la triade. Il n'y a donc rien qui justifie l'annulation de la décision sur ce point.

#### CONCLUSION

[32] La franchise dont a fait preuve le conseil du demandeur et la manière directe avec laquelle il a présenté ses arguments sont tout à son honneur. Cependant, compte tenu de la décision et du résultat dans son ensemble, en me fondant sur la preuve abondante au dossier présenté au commissaire, j'estime que celui-ci a bien apprécié les principes juridiques applicables et que sa décision était raisonnable, vu le dossier.

[33] Je reconnais que l'interprétation de l'alinéa 37(1)a) de la LIPR n'est pas tout à fait claire et que l'opinion de la Cour d'appel fédérale serait bienvenue à cet égard. Par conséquent, je certifierai la question suivante comme l'a proposé le conseil du demandeur :

À l'alinéa 37(1)a) de la *Loi sur l'Immigration et la protection des réfugiés*, l'expression « ou de la perpétration, hors du Canada, d'une infraction qui, commise au Canada, constituerait une telle infraction » requiert-elle la preuve des éléments constitutifs d'une infraction commise à l'étranger, une analyse d'équivalence et une conclusion de double criminalité entre l'infraction à l'étranger et l'infraction à une loi fédérale punissable par mise en accusation?

[34] Il n'y a aucune raison particulière d'adjuger des dépens.

#### JUGEMENT

POUR LES MOTIFS EXPOSÉS :  
LA COUR :

1. REJETTE la demande;



2. The following question is to be certified:

In paragraph 37(1)(a) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, does the phrase “in furtherance of the commission of an offence outside Canada that, if committed in Canada, would constitute such an offence” require evidence of the elements of a specific foreign offence and an equivalency analysis and finding of dual criminality between the foreign offence and an offence punishable under an Act of Parliament by way of indictment.

3. No order as to costs.

2. CERTIFIE la question suivante :

À l’alinéa 37(1)a) de la *Loi sur l’Immigration et la protection des réfugiés*, l’expression « ou de la perpétration, hors du Canada, d’une infraction qui, commise au Canada, constituerait une telle infraction » requiert-elle la preuve des éléments constitutifs d’une infraction commise à l’étranger, une analyse d’équivalence et une conclusion de double criminalité entre l’infraction à l’étranger et l’infraction à une loi fédérale punissable par mise en accusation?

3. N’ADJUGE aucuns dépens.